

Burundi : l'armée dément la probabilité d'une prochaine attaque extérieure

@rib News, 20/06/2015 – Source Xinhua L'armée burundaise a démenti les rumeurs qui circulent ces derniers temps sur les médias sociaux et font état d'une probable attaque extérieure dirigée contre le Burundi, a rapporté vendredi la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB). "Il n'y a aucun signe qui montre cela d'après les vérifications faites par les premiers responsables des corps de défense et de sécurité", a déclaré le colonel Gaspard Baratuza (photo), porte-parole de la Force de Défense Nationale (FDN) du Burundi, 10 jours des élections des conseillers communaux et des députés.

"Toutefois, toute information diffusée dans ce sens, incite les forces armées à plus de vigilance et à prendre les dispositions nécessaires pour y faire, le cas échéant", a-t-il ajouté, ces rumeurs sont propagées par ici par là à travers le pays pour faire peur à la population burundaise en cette période où elle s'apprête pour aller élire ses futurs représentants à l'Assemblée nationale et aux conseils communaux. Le colonel Baratuza a également démenti d'autres rumeurs selon lesquelles des militaires burundais fuient vers des pays étrangers pour se préparer à revenir mener des attaques contre le Burundi dans un proche avenir. "Après vérification, on a trouvé que c'est encore une fois des mensonges véhiculés de bouche à oreille. Car, par exemple on propageait ce matin que les éléments du camp Mwaro ont tous déserté leur caserne. Mais (...) tous les militaires sont présents dans le camp", a-t-il indiqué. Le colonel Baratuza a signalé que même les militaires qui avaient fui à la suite du coup d'Etat manqué du 13 mai dernier ont déjà regagné leurs camps respectifs en réponse à l'appel leur adressé par le chef d'Etat-major de la FDN, le général-major Prime Niyongabo. Selon le Colonel Baratuza, il n'y a plus aucun militaire dans la clandestinité suite au coup d'Etat manqué. Par ailleurs, il a démenti la rumeur faisant état de la destitution du général Niyongabo au profit de l'ancien chef du Service National des Renseignements (SNR), le lieutenant-général Adolphe Nshimirimana. La création de la FDN remonte au 1er janvier 2004 dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (AAPRB) d'août 2000 et de l'accord global de cessez-le-feu de novembre 2003 entre l'ancien mouvement armé "CNDD-FDD" et le "Gouvernement de Transition du Burundi" (GTB) d'alors. Selon l'esprit des deux accords, la composition de la FDN est basée sur une représentation paritaire des deux principales ethnies burundaises, hutu et tutsi. La composition ethnique de la FDN est de 50% hutu et 50% tutsi pour conjurer les actes de génocide et de coup d'Etat.